

**« Les statistiques face aux défis de la diversité culturelle
dans un contexte de globalisation »**

**Les indicateurs du développement culturel :
vers une nouvelle dimension du bien-être humain**

**D^r Julio Carranza Valdés
Bureau régional de l'UNESCO
La Havane, Cuba**

**Les indicateurs du développement culturel :
vers une nouvelle dimension du bien-être humain**
(Un point de vue du Bureau régional de l'UNESCO pour la culture en Amérique latine
et dans les Caraïbes)

D^r Julio Carranza Valdés
Bureau régional de l'UNESCO
La Havane, Cuba

Le Bureau régional de l'UNESCO pour la culture en Amérique latine et dans les Caraïbes a souligné la nécessité de susciter la réflexion sur la nouvelle notion de développement telle qu'elle est présentée dans le rapport *Notre diversité créatrice* de l'UNESCO. Dans ce rapport, le développement est défini comme « la possibilité de choisir une vie plus riche, plus satisfaisante, plus appréciable et plus appréciée » et comme « l'épanouissement de l'existence humaine sous ses formes multiples et dans sa totalité ».¹

En suivant cette définition, nous devons établir un système d'indicateurs culturels pour mesurer le développement. Pour ce faire, il est nécessaire d'exposer les concepts expliquant la notion de développement et d'en discuter.

Relation entre la culture et le développement

Les auteurs n'ont pas tous la même compréhension de ces concepts. Par ailleurs, ces concepts ont fait l'objet d'une évolution au cours de l'histoire, particulièrement en regard des réalités qu'ils essaient de définir. De nombreux facteurs interviennent dans la définition d'un concept. Ils vont de la connaissance que nous avons de cette réalité que nous cherchons à représenter, aux intérêts qui motivent notre perception de l'idée.

Par le passé, l'une des définitions les plus répandues sur le développement économique le décrivait comme la succession de différents stades que tout pays ou toute région devait inévitablement emprunter.² De ce point de vue, la différence entre les pays développés et les pays sous-développés tenait au fait que les premiers s'étaient déjà engagés dans un cycle en cours de déroulement et que les seconds suivraient plus tard. À cela s'ajoutait que le développement correspondait à un certain modèle défini selon les valeurs des sociétés « occidentales ». Enfin, il était entendu que les instruments des politiques économiques

¹ *Notre diversité créatrice*, Paris, UNESCO, 1995.

² Voir Walt Whitman Rostow, *The Stages of Economic Growth*, N. York C. University Press, 1962.

visant à stimuler la croissance de la production étaient suffisants pour que les pays se développent sur le plan économique.

Au cours des dernières années, le concept qui a prévalu était essentiellement économique, c'est-à-dire que le principal critère déterminant les processus sociaux et économiques était celui de la rentabilité et de la compétitivité lorsqu'il était appliqué au marché, où les proportions, le taux et les conditions de développement économique étaient déterminés en fonction de la progression. La croissance économique était considérée comme une manifestation et un objectif de développement et, bien souvent, la maximisation de la rentabilité à court terme, comme un critère de mise en œuvre de toute action de « développement ». Selon ce point de vue, l'économie ne tient pas compte de deux dimensions principales, soit la dimension sociale et la dimension environnementale qui, exprimées autrement, se résument à la dimension culturelle.

Selon une perspective culturelle, il s'agit d'une conception déterministe, c'est-à-dire qu'à partir d'une situation culturelle initiale, toutes les cultures doivent traverser un ensemble de stades nécessaires au cours de l'histoire avant d'atteindre le dernier, celui de la culture moderne qui est industrielle, technologique, rationnelle, axée sur la productivité, rentable et efficace.

Les résultats sociaux et culturels des processus historiques où la conception économique libérale a prédominé se sont avérés très négatifs. Ainsi a-t-on assisté à l'établissement d'une culture de consommation, aux concentrations démographiques dans les grandes villes, à l'accentuation des inégalités sociales, à la marginalisation de vastes secteurs de la population, à l'accroissement des différences économiques entre les pays riches et les pays pauvres, à la destruction de la nature et de l'environnement, et ainsi de suite.³

Les difficultés posées par le passé ne se limitent pas aux pays dits sous-développés. En effet, le même type de processus a eu également des conséquences négatives dans plusieurs pays dits développés, si l'on se fie à la formulation récente de critiques à l'égard de l'économie internationale, enracinée dans la suprématie de la « rentabilité à tout prix » qui caractérise les marchés mondiaux, particulièrement les marchés à caractère spéculatif, et aux problèmes sociaux liés au crime, à la toxicomanie, au racisme et à l'inégalité qui ne cessent de grandir.

Enfin, les énormes problèmes écologiques, résultant du type de relation qui s'est imposé entre les êtres humains et la nature, démontrent par ailleurs que nous pouvons tous en être affectés.

Le discours « modernisant » est faux, au sens où il prétend qu'il est possible d'amener le progrès à l'échelle du développement uniquement par la reproduction d'un certain modèle technologique, social et économique. La preuve incontestable en est que la majorité des pays qui ont suivi ce modèle n'ont pas résolu le problème du développement.

Le cadre de notre exposé ne nous permet pas de présenter ici les statistiques sur la situation difficile qui prévaut sur la planète aux plans économique, social, culturel et écologique qui, en tout état de cause, est bien connue.

³ Voir *Cultural Dimension of Development, towards a practical approach*, Cultura y Desarrollo, Éditions UNESCO, 1995.

Culture et développement : l'aspect conceptuel

La manière d'aborder la relation conceptuelle entre la culture et le développement a aussi son histoire, qui demande à être exposée brièvement. Comme nous l'avons indiqué, la définition originale du développement comme processus économique suppose qu'un accroissement de la production amène l'économie à traverser une série de stades nécessaires. La question culturelle est complètement écartée de ce schéma.

Reconnaître que la culture constitue un facteur à considérer dans les processus de développement est un signe de progrès important. Toutefois, dans ce cas, la culture est vue essentiellement comme un instrument pouvant favoriser ou retarder la croissance économique et, par conséquent, comme une notion dominante du développement. C'est le cas, par exemple, du rôle du protestantisme dans la croissance économique des pays qui maintiennent cette tradition culturelle, selon des études fort intéressantes réalisées par Max Weber. Le critère qu'il a observé dans ces pays était le suivant : la culture d'un peuple est utilisée lorsqu'elle semble favoriser le processus économique du pays, et mise de côté ou réprimée lorsqu'elle semble plutôt freiner ce processus. Il s'agit donc d'un exemple de la présomption instrumentaliste de la culture dans sa relation avec le développement, ou de la culture comme instrument variant en fonction d'un objectif qui est autre que celui du développement.

L'une des tendances des actuelles, qui consiste à vouloir expliquer la nature de la réalité contemporaine et de ses perspectives, est bien documentée par les travaux du professeur Samuel Huntington. La culture y est expliquée essentiellement en termes de ressources de pouvoir et comme l'une des principales sources des conflits internationaux à venir. Pareille interprétation, présumée de manière absolue, peut conduire à la réprobation de comportements politiques, sociaux, racistes et belligérants.

En 1982, une Conférence mondiale sur les politiques culturelles a eu lieu pour marquer le début de la montée du phénomène de la culture comme partie intégrante, comme instrument et, en même temps, comme objectif indispensable d'une conception de développement qui soit appropriée, en faisant du bien-être matériel et spirituel de tout être humain sa raison d'être. À la séance de clôture de cette conférence, le Directeur général de l'UNESCO de l'époque, Amadou-Mahtar M Bow, a déclaré : « Si chaque société a des dispositions particulières et des aspirations spécifiques, liées à sa culture et à son histoire propres, elle ne peut s'épanouir qu'en assumant, qu'en vivifiant les sèves créatrices qu'elle hérite de son passé. Et si les choses aujourd'hui échappent souvent au contrôle des hommes, c'est peut-être parce que les hommes ont laissé les lois de l'économie échapper aux finalités de la culture. Enfin, si le réseau des rapports internationaux actuels semble si peu à la mesure des exigences de la créativité collective et individuelle, c'est peut-être parce que les spécifications selon lesquelles il a été tissé - celles de l'uniformisation culturelle et de l'inégalité économique - ne correspondent plus à l'exigence qui surgit de la multiplicité nouvelle des lieux d'affirmation culturelle et des centres de décision indépendants. »⁴

⁴ Conférence mondiale sur les politiques culturelles. Rapport final. Mexico, 26 juillet - 6 août 1982, Paris : UNESCO, 1982.

Malgré l'approbation de ces concepts par les 126 États et organisations internationales participant à la Conférence, et malgré leur intégration aux perspectives de développement du Programme de développement des Nations Unies et aux points de vue d'académiciens et de politiciens de renom, la réalité internationale a pris une tout autre direction. Plus de 20 ans se sont écoulés et les processus économiques et culturels ont fait l'objet de consolidation à l'échelle mondiale, sans correspondre toutefois aux principes énoncés lors de cette Conférence.

La période allant de 1988 à 1997 a été déclarée « Décennie mondiale du développement culturel » par les Nations Unies. Au cours de cette période, plusieurs mesures ont été mises de l'avant par l'ONU elle-même et par ses États membres. La préoccupation internationale à ce sujet n'a cessé de grandir. Cependant, une bonne compréhension de la portée et du contenu d'une conception culturelle en regard du développement économique international a fait manifestement défaut. En vue de combler cette lacune, l'UNESCO, avec l'appui de l'Assemblée générale de l'ONU, a établi en 1992 une Commission mondiale de la culture et du développement, et nommé Javier Pérez de Cuéllar à la direction.

En 1995, l'UNESCO a publié un rapport de la Commission qui traite de façon plus complète et plus particulière de la relation indivisible de la culture et du développement. En même temps, elle présente une analyse très critique de l'état de la situation. Ce rapport constitue un instrument de grande valeur pour favoriser une meilleure compréhension de la question, même si sa finalité n'est pas de la résoudre totalement, mais d'en réaffirmer l'importance stratégique en fournissant des pistes pour son suivi. L'une des affirmations du rapport indique qu'il est inutile de parler de culture et de développement comme s'il s'agissait de deux choses distinctes, lorsqu'en fait, le développement et l'économie sont des éléments ou des aspects indissociables de la culture d'un peuple. La culture n'est pas, par conséquent, un instrument du développement compris au sens de progrès matériel, mais elle est le but et la visée du développement, compris au sens d'épanouissement de l'existence humaine sous toutes ses formes et dans toute sa plénitude.⁵

La culture devrait être considérée non pas comme une composante complémentaire ou un aspect ornemental du développement, mais comme le tissu essentiel de la société et, par conséquent, comme sa principale force interne.

Une autre affirmation importante de ce rapport fait ressortir le besoin de défendre et de promouvoir la diversité culturelle sur la base du respect de toutes les cultures dont les valeurs reflètent la tolérance des autres cultures. De toute évidence, cette position remet directement en question la tendance qui prévaut aujourd'hui, soit l'imposition d'une culture dominante à l'échelle mondiale.

Dans la préservation de la diversité culturelle, le respect du droit de chaque peuple est implicite. De même, il s'y trouve un intérêt universel qui est l'interrelation et la somme des différentes cultures où repose le vrai trésor, soit l'accumulation du savoir que l'humanité a généré pendant des siècles, les différentes façons de concevoir, d'envisager et de faire des choses.

⁵ Voir le rapport *Notre diversité créatrice* de la Commission mondiale de la culture et du développement, S.M. Éditions UNESCO, 1997.

Il faut préciser qu'en présentant le développement selon un concept culturel, nous n'écartons pas l'importance de considérations techniques et économiques par rapport aux équilibres macroéconomiques, aux proportions sectorielles, à la régulation des marchés, aux modèles d'accumulation, aux politiques industrielles, etc. En d'autres mots, ces considérations devraient se faire sur la base d'un concept culturel. Il faut donc partir des réalités, des valeurs et des aspirations des grandes majorités des populations où les processus devraient avoir lieu et énoncer un modèle en conformité avec ces réalités.

L'énoncé d'un modèle est aussi fondamental que complexe et il s'expose à n'être compris que superficiellement. La culture d'un peuple n'est pas statique. Elle évolue constamment sous l'influence d'éléments internes et externes. Toutefois, elle se base en même temps sur des facteurs constitutifs qui sont présents en permanence et qui la définissent et la distinguent des autres cultures. Cet amalgame reflète les croyances, les aspirations, le savoir et les façons de faire d'un peuple donné. Le « progrès économique », pour être vraiment progressif, devrait s'ajuster à cette réalité particulière et la mettre en relief au lieu de se placer en conflit avec elle. Cela dit, il faut préciser que le retard, la misère et le sous-développement ne sont pas des valeurs culturelles. Pour un pays sous-développé, il s'agit de relever le défi de la civilisation et ce faisant, de préserver et de développer sa propre culture.

Le problème dans le contexte de la mondialisation

Le concept le plus général par lequel la réalité internationale contemporaine a été définie est celui de la « mondialisation ». Toutefois, ce concept décrit une réalité complexe et extrêmement variée dont la compréhension et la transformation exigent de la soumettre d'abord à un examen attentif.⁶

La mondialisation, c'est-à-dire le concept par lequel le stade courant de la mondialisation du capital a été défini, prend la forme d'un double processus. D'une part, le progrès objectif de la technologie permet une intégration internationale, qualitativement différente des intégrations produites par d'autres procédés historiques. D'autre part, la mondialisation est une politique qui place ce progrès objectif entre les mains des grands intérêts transnationaux, qui sont le facteur dominant du monde d'aujourd'hui. Les conséquences de ce phénomène ont un impact sur toutes les sociétés, mais de façons qui diffèrent de l'une à l'autre. Paradoxalement, la mondialisation s'est avérée par ailleurs un processus d'exclusion et de désintégration.

D'un côté, trois grands centres hégémoniques émergent. D'un autre côté, des pays et des régions moins développés s'intègrent de manière subordonnée. Puis finalement, une partie relativement importante du monde est écartée de la nouvelle dynamique mondiale.

Le mécanisme permettant une articulation stratifiée et exclusive semblable est l'universalisation du marché et le modèle économique commun. Il est encouragé et appuyés par les institutions internationales, qui manifestent une connaissance insuffisante des inconvénients que représente ce nouvel ordre international pour les pays en voie de développement.

⁶ Voir Julio Carranza Valdés, « Globalización, economía e identidad cultural » dans *La identidad cultural en el umbral del milenio*, Édition ICAIC, Cuba, 1996.

La nature de la mondialisation actuelle ne correspond pas à un concept culturel de développement, puisqu'elle n'accorde pas aux intérêts de la majorité des êtres humains la place d'objectif fondamental du processus économique. Elle a accentué les inégalités sociales et les inégalités entre les pays en provoquant la dégradation de l'environnement, en faisant tort à la diversité culturelle et en favorisant l'imposition d'une culture dominante.

Comme le souligne un professeur brésilien : « la mondialisation est un processus par lequel une entité ou une situation locale donnée impose son influence à travers le monde et, ce faisant, acquiert la capacité de désigner comme " locale " toute entité ou toute situation concurrente ».⁷

L'impact de cet ordre mondial sur la culture et sur l'identité culturelle prend, en résumé, les formes suivantes :

1. Il impose de fortes contraintes en matière de ressources sur la production et la préservation culturelles, surtout dans les pays sous-développés.
2. Il engendre la polarisation et l'inégalité sociale dans la consommation culturelle.
3. Il engendre un fort mercantilisme, au sens le plus libéral (marché libre), de la production culturelle.
4. Il établit un monopole des communications de masse qui impose les valeurs des pays industrialisés en matière de culture et de consommation.
5. Il impose la monopolisation des technologies avancées.
6. Il occasionne le déplacement des talents intellectuels et artistiques, de la périphérie au cœur du système.

Mythes et simplifications qu'une conception culturelle doit dépasser

Le modèle actuel impose des mythes qui doivent être vaincus. L'un de ces mythes est celui de la technologie, qui constitue assurément un facteur essentiel de l'avancement de la civilisation humaine, surtout maintenant qu'il est devenu une force productive directe. Cependant, la technologie n'est pas nécessairement synonyme de progrès.⁸ Les exemples ne manquent pas. Le plus évident de tous est celui de la technologie militaire qui entraîne la dégradation de l'environnement, qui élimine des emplois sans compensation, qui force le déplacement de la campagne vers la ville conduisant à la surpopulation et à la marginalité, ou qui favorise la manipulation génétique irresponsable. C'est la culture qui place la technologie au service de l'être humain. Selon les termes de la Commission mondiale de la culture et du développement, « nous ne pouvons pas oublier les besoins économiques, mais nous devons les transcender » - ce à quoi nous pourrions ajouter : nous devons transcender les besoins de l'économie sans les oublier.

⁷ Voir Boaventura de Souza Santos, « Una concepción multicultural de los derechos humanos » dans la revue *Utopias*, Madrid, vol. 3, 1998.

⁸ Voir Neil Postman, *Technopolis*, Édition Galaxia Gutember, Barcelone, 1994.

Un autre mythe devant être dépassé est celui d'une démocratie réduite à un processus technique et dépouillé de son contenu véritable, qui est la somme d'un éventail de valeurs ethniques et culturelles historiquement déterminées. Puis il y a le mythe de la capacité de régulation du marché libre. En réalité, le problème n'est pas le marché, qui joue un rôle objectif dans tout système économique, mais le libéralisme, qui considère le marché comme unique régulateur de toutes les relations sociales. La façon de considérer la relation entre la culture et le développement est inadéquate lorsqu'elle consiste à restreindre le rôle du secteur explicitement culturel (l'artisanat, les beaux-arts, la culture communautaire, la formation artistique, le patrimoine culturel, le tourisme culturel, etc.) dans les processus et les stratégies du développement. La dimension culturelle ne peut être écartée ni sous-estimée, et elle doit être considérée comme partie intégrante de la structuration de base des stratégies du développement, entendu dans son sens le plus large et le plus fondamental. Cela suppose non seulement l'existence d'une politique culturelle, mais aussi – et encore plus fondamentalement – d'une politique économique et d'une politique institutionnelle qui sont considérées comme relevant non seulement de l'action gouvernementale, mais aussi de l'action de la société dans son ensemble.

Du point de vue d'une conception culturelle du développement, la notion de politique culturelle doit inclure une politique de développement qui soit profondément axée sur la culture et inspirée par elle. Comme l'indique le rapport de la Commission mondiale, le développement au XXI^e siècle sera culturel ou rien du tout.⁹ Pour comprendre toute la portée de cette affirmation, il est nécessaire de reconsidérer le contenu traditionnel des concepts du développement et de la culture et de les voir comme les éléments inséparables d'un même processus. Le développement n'est pas simplement la croissance plus ou moins harmonieuse de différents secteurs de l'économie, mesurés en termes de profit et de statistiques. Il s'agit d'un processus plus complexe et plus global au service des intérêts et des aspirations (à la fois matérielles et spirituelles) d'un peuple qui doit inclure de façon cohérente les logiques socioculturelles et les expériences accumulées, pour mener à une société cultivée, juste, politiquement démocratique, écologiquement durable et caractérisée par la solidarité. La culture n'est pas uniquement la littérature et les beaux-arts, mais l'addition des valeurs, du savoir, des expériences, des croyances, des attitudes et des aspirations d'un peuple à une époque donnée, lesquels sont de plus en plus interreliés.

Culture et développement : la question des indicateurs

Selon la nouvelle conception, la culture n'est pas uniquement la « base sociale » et le contexte le plus général du développement, elle en est plutôt la principale finalité. La culture est considérée non seulement comme le résultat matériel de la création artistique, mais elle est plus amplement définie comme un mode de vie basé sur des valeurs et des normes. Par conséquent, plus que la simple croissance de la production et de la consommation matérielles, le développement est l'élargissement des possibilités d'adopter des modes de vie culturellement définis.

La position ainsi renouvelée du développement requiert l'établissement d'indicateurs culturels qui lui soient propres, non seulement en raison du caractère impératif de la mesure des dimensions non conventionnelles, mais surtout en raison de la conviction de plus en

⁹ *Op. cit.*, page 155.

plus répandue que les indicateurs du développement ne devraient pas se limiter à la seule information descriptive. Ces indicateurs devraient plutôt être construits principalement à des fins d'évaluation, c'est-à-dire conçus pour servir d'instrument au dialogue politique en matière de développement.

Dès lors, le débat sur la question des indicateurs culturels du développement qui s'avère nécessaire dans la région (l'Amérique latine et les Caraïbes) est structuré selon un processus de discussion et de renouvellement conceptuel qui est très complexe dans son fondement théorique, tout en étant très large en raison de sa portée internationale. L'examen de cette question fera l'objet d'une réflexion générale qui s'inspirera du Rapport *Notre diversité créatrice* de l'UNESCO (1995) et de la Déclaration de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement (Stockholm, 1998).

Depuis le renouvellement conceptuel proposé par *Notre diversité créatrice* en 1995, un progrès rapide s'est fait sentir par rapport à la question des indicateurs culturels du développement. Les articles de différentes éditions du Rapport mondial de la culture, publié par l'UNESCO, sont nombreux et représentent la concrétisation des principales suggestions de *Notre diversité créatrice*. Il faut souligner aussi qu'un travail considérable de défrichage a été accompli sur le sujet, lors de l'atelier de l'UNESCO et de l'UNRISD (Institut de recherche des Nations Unies sur le développement social) qui a eu lieu à Royaumont en 1996. Au cours des dernières années, un comité spécial d'experts de différents pays a été formé pour examiner d'importantes questions méthodologiques et conceptuelles par rapport à la conception d'indicateurs culturels.

Parmi les auteurs d'ouvrages remarquables sur le sujet, figurent notamment : Amartya Sen, Sakiko Fukuda-Parr, Irma Adelman, Lourdes Arzipe, Yoro K. Fall, Leo Goldstone, Keith Griffin, Karl Rochgesand, Elizabeth Jelin, Terry McKinley, Prasanta K. Pattanaik et Adam Przeworski.

La plupart des études réalisées récemment sur les indicateurs culturels se sont basés sur les travaux accomplis dans le cadre du Système des Nations Unies sur l'établissement d'un Indice du développement humain. Des études méthodologiques ont par ailleurs été prises en considération – même si elles étaient peu connues – dans l'établissement d'autres indicateurs importants et d'usage répandu : l'Indice de la pauvreté humaine, l'Indicateur des disparités des sexes dans le développement, et l'Indicateur de l'habilitation des femmes. Enfin, le Programme de travail sur les indicateurs de développement durable, adopté par la Commission des Nations Unies pour le développement durable au cours de sa Troisième séance, en avril 1995, a également servi de référence.

Jusqu'à maintenant, des travaux remarquables ont été menés dans le cadre de la recherche méthodologique et conceptuelle portant sur le domaine des indicateurs culturels. Ils ont permis notamment de déterminer différentes dimensions concernant deux aspects du développement : son résultat et son processus.

En ce qui concerne le premier aspect (le développement comme résultat), on a proposé que les dimensions culturelles suivantes soient mesurées et qu'elles servent à établir des indicateurs : la vitalité culturelle, la diversité culturelle et l'éthique mondiale. En ce qui concerne le deuxième aspect (le développement comme processus), on a proposé de

mesurer les dimensions culturelles suivantes : les différentes formes de participation à l'expression créatrice, l'accès à la culture et le respect de l'identité culturelle.

Cependant, mis à part le travail méthodologique et théorique qui a été réalisé jusqu'à maintenant, la majorité des indicateurs culturels compilés par les gouvernements et les organisations internationales (y compris les institutions du Système des Nations Unies) portent encore essentiellement sur la mesure des résultats de la création culturelle. En effet, les indicateurs culturels constituent encore des moyens visant à mesurer le matériel culturel (les statistiques sur l'édition de livres, la participation à des événements culturels, le nombre d'installations culturelles, etc.). Il est ainsi impossible de mesurer adéquatement la culture comme mode de vie basé sur les valeurs et les institutions qui, comme nous l'avons vu, faisait l'objet de la nouvelle conception présentée dans *Notre diversité créatrice*. On doit par ailleurs intégrer les indicateurs de l'éducation en raison de l'importance déterminante des niveaux d'accessibilité éducationnelle pour le développement socioéconomique, surtout dans un monde qui pénalise les sociétés dont la population ne peut assimiler les processus productifs de la complexité technologique croissante.

Par conséquent, un consensus s'est formé entre les principaux experts sur la nécessité d'examiner de façon plus approfondie les autres dimensions de la culture qui sont essentielles au développement. La complexité de cette question repose sur le caractère davantage qualitatif des dimensions suivantes et sur la distinction pouvant surgir lorsque les différents contextes culturels et historiques sont analysés :

- la diversité culturelle;
- l'éthique mondiale;
- la participation aux activités créatrices;
- l'accès à la culture et à l'éducation;
- l'identité culturelle;
- la vie en commun.

Il s'agit là des directions que le Bureau régional de l'UNESCO pour la culture en Amérique latine et dans les Caraïbes propose de suivre pour l'établissement des indicateurs culturels du développement, dont l'application servira aux pays de cette région et contribuera à définir une nouvelle perspective stratégique au profit de leur peuple.